

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de la Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 46

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2615 - Prix : 1€

ÉDITORIAL

**Crise du capitalisme :
vers une nouvelle
catastrophe ?**

**Plan pauvreté de
Macron et situation à
La Réunion**

Page 4

**Recomposition à
gauche ? Merci, on a
déjà donné**

Page 5

**Primaire :
dédoublage des
classes disait
Macron..**

Page 8

**Grève des salariés de
Bourbon Bois**

Page 10

Suède

**L'extrême droite
capitalise les
mécontentements**

Page 11



Crise du capitalisme : vers une nouvelle catastrophe ?

« Je traverse la rue et je vous trouve un emploi », voilà ce que Macron a osé répondre à un jeune chômeur qui l'interpellait en se plaignant de ne pas trouver d'emploi malgré ses démarches. Comme s'il n'y avait pas six millions de chômeurs en France et comme si la crise n'existait pas !

Dix ans après la faillite de la grande banque américaine Lehman Brothers qui a marqué une aggravation de la crise du capitalisme, la société vit toujours sous la menace permanente d'une nouvelle crise qui pourrait provoquer un effondrement catastrophique de l'économie. Les dirigeants du monde capitaliste ont beau déclarer que les leçons de la crise ont été tirées, en réalité, comme il y a dix ans, ils sont bien incapables de contrôler leur économie au fonctionnement anarchique.

En 2008, leur seule action a consisté à tout faire pour rassurer ces mêmes marchés financiers qui avaient conduit l'économie au bord du gouffre. Les dirigeants des grandes puissances ont fourni aux banquiers le soutien financier inconditionnel des États. Ils leur ont ouvert en grand les vannes du crédit. En prétendant sauver l'économie, ils ont sauvé la finance et ont permis ainsi que la spéculation reparte de plus belle avec les centaines de milliards que les États mettaient à sa disposition.

Aujourd'hui comme il y a dix ans, la spéculation bat son plein. Dans le monde des actionnaires, c'est l'euphorie. Le montant des dividendes - plus de 500 milliards de dollars distribués dans le monde - atteint un niveau record.

Mais les capitalistes eux-mêmes ne croient pas aux possibilités de développement de leur économie. Ils consacrent des sommes de plus en plus folles à la finance parce qu'ils savent que les marchés sont de plus

en plus saturés du fait de l'appauvrissement d'une grande partie de la population et ils ne veulent pas prendre le risque d'investir dans les secteurs productifs.

La bonne santé de la finance montre que le capitalisme est plus que jamais parasite. Cette montagne de capitaux spéculatifs rapporte gros à une minorité, mais elle aggrave encore davantage la crise et ses conséquences. En quête du profit le plus rapide possible, ces capitaux passent d'un pays à un autre sans contribuer à développer véritablement leur économie et en provoquant même leur ruine, comme en Turquie et en Argentine ces dernières semaines, quand ils s'en détournent du jour au lendemain pour aller chercher ailleurs d'autres sources de profit. Plus encore qu'en 2008, tout le système capitaliste repose sur un château de cartes qui menace à tout moment de s'effondrer.

Ce sont les travailleurs et les populations du monde entier qui payent très chèrement la crise du capitalisme. Les centaines de milliards dépensés pour sauver les financiers et les profits record d'aujourd'hui viennent de l'aggravation de l'exploitation du monde du travail avec l'augmentation du chômage, la précarisation des emplois, le blocage des salaires. Pour augmenter ses profits, le patronat mène une guerre sans répit à l'ensemble des travailleurs, faisant reculer leurs conditions d'existence et cherchant à revenir sur tous les droits qu'il avait été obligé de concéder dans le passé.

Depuis 2008, en France, les gouvernements qui se sont succédé ont mené la même politique, appuyant l'offensive patronale, consacrant une



partie de plus en plus importante des dépenses publiques à alimenter la finance au détriment de la santé, de l'éducation, de la protection sociale.

Après Sarkozy et Hollande, c'est au tour de Macron de servir fidèlement les intérêts de la classe capitaliste. Il le fait d'une façon encore plus provocante que ses prédécesseurs, revendiquant sa politique en faveur des plus riches, affichant ouvertement son mépris à l'égard des travailleurs, comme il vient encore de le faire ce week-end en traitant quasiment de fainéant un jeune chômeur.

Mais tout autant que ses prédécesseurs, Macron n'est qu'une marionnette dont le rôle se limite à obéir aux exigences de la classe capitaliste. Et il en sera ainsi, quel que soit le gouvernement en place, tant que le grand capital dominera l'économie.

Mettre fin à cette domination en expropriant la classe capitaliste est une nécessité vitale pour les travailleurs qui subissent l'exploitation, mais aussi pour l'ensemble de la société que le capitalisme conduit de catastrophe en catastrophe. Seule la classe ouvrière qui n'est en rien liée à la propriété privée des moyens de production a un intérêt fondamental à renverser ce système. Elle en a la force et il faudra qu'elle en ait la conscience.

Sécurité sociale : le gouvernement fait main basse sur le budget

Le gouvernement affine ses mauvais coups contre la Sécurité sociale. Il a demandé un rapport pour le conseiller sur la manière de détourner chaque année des dizaines de milliards d'euros, 24 milliards en 2024, au détriment de son budget maintenant qu'il est revenu à l'équilibre.

Parmi les mesures envisagées par le rapport, il y a la fin de la compensation des exonérations de cotisation, ces exonérations étant jusque là plus ou moins compensées par l'Etat

pour ne pas pénaliser le budget de la Sécurité sociale. Ces compensations incomplètes avaient d'ailleurs contribué dans le passé à creuser le déficit officiel, le fameux trou de la Sécurité sociale. Le gouvernement avait lui-même concédé des cadeaux aux entreprises, puis exigé des salariés, des retraités et des familles qu'ils comblerent ce déficit par des soins et médicaments moins remboursés et l'augmentation du reste à charge, la dégradation des soins médicaux, des mesures contre les retraités et les fu-

turs retraités, contre les familles... Ce que le gouvernement appelle le retour à l'équilibre n'est que le résultat comptable de ces attaques.

Maintenant que ces mesures anti-sociales atteignent leur pleine efficacité et pourraient dégager des excédents considérables, au lieu de revenir à une couverture sociale plus correcte, le gouvernement veut s'en attribuer une grande part pour mieux pouvoir le redistribuer aux plus riches.

Plan pauvreté de Macron et situation à La Réunion

En annonçant le lancement de son « plan pauvreté », Macron espérait peut-être donner le change à ceux qui le considèrent, à juste titre, comme le président des riches.

Depuis qu'il gouverne, n'a-t-il pas en effet fait la part belle à tout ce que la France et les DOM comptent de grands patrons, gros propriétaires, gros actionnaires ? Toutes les lois qu'il a fait voter l'ont été pour permettre aux exploiters de faire encore plus de profits sur le dos des travailleurs (Smic au plus bas, liberté accrue de licencier pour le patronat, plafonnement des indemnités pour licenciement abusif, gel des retraites, pistage des chômeurs, coupes claires dans les effectifs des services publics, etc.) et il voudrait nous faire croire, alors qu'il n'a cessé d'aider les licenciés, qu'il va s'attaquer à la pauvreté. Mais la pauvreté découle du chômage !

Alors il présente son projet de « revenu universel d'activité » comme une simplification des procédures à suivre pour les plus pauvres, mais un rapport de France Stratégie, commandé récemment par Matignon, explique que « la fusion de plusieurs prestations pourrait se traduire par une baisse des ressources pour 3,55

millions de ménages » !

Pas étonnant de la part d'un gouvernement dont la politique consiste à puiser dans la poche des travailleurs et des plus pauvres pour engraisser encore plus les plus riches.

En tout cas cette réforme, comme toutes celles qui l'ont précédée, s'annonce comme une nouvelle attaque contre la classe ouvrière.

En France on compte 14 % de pauvres (disposant de moins de 1015 euros par mois et par personne). À La Réunion, ce chiffre monte à 42 %. Et l'explication ne se trouve pas simplement dans le nombre important de

chômeurs, mais aussi de travailleurs et de travailleuses pauvres, car payés au SMIC, mais à temps partiel.

Rappelons que le SMIC net lui-même plafonne à 1153 € par mois. Une misère !

Non, lutter contre la pauvreté voudrait bien d'autres lois telles que l'interdiction des licenciements, les embauches massives là où elles sont nécessaires (bâtiment, écoles, hôpitaux, etc.), le relèvement du SMIC à 1800 € net. Mais pour cela, il n'y a rien à attendre du président des riches, mais tout de la lutte collective des travailleurs !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT- ANDRÉ
VENDREDI 5 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 6 OCTOBRE de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 20 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 21 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

Représentation des salariés : une attaque contre le monde du travail

En 2017, la loi Macron contre le Code du travail a engagé une transformation de la représentation des salariés dans les entreprises. Désormais, dans toutes les entreprises de plus de onze salariés, au lieu d'élus délégués du personnel, au comité d'entreprise (CE) et aux comités hygiène sécurité et conditions de travail (CHSCT), il n'existera plus avant le 1er janvier 2020 que des élus au CSE. Cette loi faite sur mesure pour les patrons permet de réduire de façon drastique le nombre d'élus et les moyens qui leur sont attribués dans toutes les entreprises.

Dans les entreprises où le CSE a déjà été mis en place et les élections faites, la diminution du nombre d'élus est d'environ 30 à 40 %. En revanche, la baisse du nombre d'heures de délégation est un peu moindre, sans tenir compte des heures de réunion du CSE qui promettent d'être particulièrement longues. Des délégués moins

nombreux se retrouveraient ainsi engloutis dans des institutions représentatives encore plus éloignées des salariés.

Un autre aspect de la loi impose, sous prétexte de non cumul des mandats, qu'un délégué n'en fasse pas plus de trois successifs. Au bout de douze ans, il se retrouverait donc sans mandat... et sans protection. De quoi hésiter à se porter candidat.

Le patronat voudrait ainsi garder des délégués, mais coupés de la base et complètement immergés dans des instances lointaines, et en même temps s'attaquer aux militants dans les ateliers et les bureaux. D'ailleurs, les quelques représentants de proximité que les syndicats pourraient obtenir en plus de la loi ne seront plus élus par les travailleurs mais désignés par les syndicats.

Cette loi est une attaque frontale contre les travailleurs. Avec les CSE, le patronat profite de la crise et des reculs de la classe ouvrière pour mener sa guerre contre le monde du

Fusion des instances représentatives du personnel



travail. Il ne l'a pas pour autant gagnée. Depuis qu'elle existe, la classe ouvrière a su s'organiser, donner naissance à ses propres organisations et à des syndicats, quelles que soient les circonstances. Alors, malgré ces attaques, les travailleurs et les militants syndicaux sauront trouver les moyens de mener leur lutte.

Réforme des Prud'hommes : arbitraire patronal sans frein

Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, s'est félicitée de la baisse de 15% du nombre de recours de salariés aux conseils de prud'hommes. Mais il n'y a évidemment aucune baisse de la délinquance patronale en matière de licenciements abusifs ou de salaires non payés. Ce qui a chuté, ce sont les possibilités de recours et d'indemnisation des travailleurs, suite aux reculs imposés par les différents gouvernements ces dernières années.

Ainsi, les ordonnances Macron promulguées en septembre 2017 ont considérablement réduit les indemnités en cas de licenciement abusif. Ces indemnités ont été plafonnées et non plus soumises à l'appréciation des juges. Les dommages et intérêts sont plafonnés à vingt mois de salaire, pour un salarié ayant trente ans d'ancienneté. Mais surtout, les indemnités minimales que touchent bien souvent les salariés ont été largement ampu-

tées, à trois mois au lieu de six, pour deux ans d'ancienneté. C'est évidemment ce barème d'indemnités ridicules qui permet au patronat de tordre le bras des travailleurs en leur faisant signer des ruptures conventionnelles, déjà en constante augmentation depuis leur instauration sous Sarkozy en 2008.

Enfin les ordonnances Macron ont réduit à 12 mois le délai pour contester un licenciement abusif alors qu'il était de 24 mois précédemment et encore de cinq ans il y a quelques années.

A cela s'est rajouté le fait que, dorénavant, un salarié doit pour saisir les Prud'hommes remplir un formulaire Cerfa de sept pages et constituer un dossier complet avec contrat de travail, fiches de paye, lettre de licenciement et motiver sa requête. Il y a de quoi décourager nombre de travailleurs qui ne peuvent se payer un avocat. Sans compter la longueur des

procédures.

Ce gouvernement, après le précédent, remplit donc bien sa mission : il absout la délinquance patronale en supprimant même le maigre recours légal contre les licenciements abusifs que représentaient les Prud'hommes.

Les travailleurs aujourd'hui floués et escroqués auront bien des comptes à régler avec ce système.



Recomposition à gauche ? Merci, on a déjà donné

Des représentants de presque toutes les chapelles de la gauche gouvernementale se sont retrouvés à Marseille, dimanche 9 septembre. Chacun y est allé de son couplet sur « *l'unité nécessaire* ». Jean-Luc Mélenchon a fait un appel direct à la gauche du PS qui n'y a pas été insensible, semble-t-il. *L'Humanité*, le quotidien du PCF, note avec satisfaction que « *la recomposition va bon train* ».

Mais, si les mots ont un sens, cette recomposition ne pourrait être qu'une nouvelle mouture de l'union de la gauche, telle qu'elle a gouverné sous Mitterrand ou sous Jospin. Bien entendu, les uns et les autres préfèrent oublier l'épisode Hollande, qu'ils ont pourtant tous porté sur les fonts baptismaux. Mais en quoi les travailleurs auraient-ils intérêt à repartir pour une expérience de ce genre, dans laquelle les promesses

des politiciens de gauche ont débouché sur une politique semblable à celle des gouvernements de droite ?

Arrivés au gouvernement, leurs prédécesseurs à la tête de la gauche se sont toujours inclinés et ont fait la politique exigée par le grand patronat. Cela a entraîné une démoralisation des travailleurs, une hémorragie de militants, un affaiblissement des organisations ouvrières. En quoi la « recomposition » en cours, si elle se confirme, devrait-elle être différente ? La volonté de ses dirigeants de gérer les affaires des capitalistes ne peut qu'entraîner la trahison des intérêts ouvriers.

Pire encore, alors que l'extrême droite nationaliste et xénophobe se sent le vent en poupe, des politiciens de gauche reprennent une partie de son répertoire. Et de se gargariser des frontières, du protectionnisme, du drapeau, des missions de l'armée et

de son budget.

C'est autour de bien d'autres idées que les travailleurs peuvent retrouver des perspectives. Face au capitalisme en crise ils doivent reprendre confiance dans leurs propres forces, dans leurs luttes, dans leur capacité à changer cette société.



Le Parti socialiste : toujours fidèle au patronat

Après le résultat du Parti socialiste à l'élection présidentielle, dont le score a chuté à 6 pour cent, et la même débandade aux élections locales qui ont suivi, les dirigeants du PS de La Réunion ont, comme en France, du mal à s'en remettre. Il faut dire que toute leur politique, menée à la tête de l'État par leur candidat Hollande, est responsable de l'état de déliquescence de leur organisation

politique. Elle est la même que celle menée par Macron et Sarkozy, une politique foncièrement hostile aux travailleurs.

Localement, la fédération socialiste a réuni ses maigres troupes à Saint-Denis dimanche 10 septembre. Son secrétaire fédéral, Philippe Naillet, s'est bien essayé à dénoncer la politique de Macron taxée de « *non courageuse* » (quelle audace !) et de

« *faire des cadeaux aux plus riches* ».

Mais c'est pour, quelques temps après, annoncer en vue de l'élection européenne de 2019 que « *le PS sera à l'écoute des chefs d'entreprises* ».

Voilà qui est clair ! Pour les dirigeants du PS, leur parti doit rester au service du patronat. Ils l'assument et sont prêts pour cela à se faire harakiri !

Le nationaliste Mélenchon au secours du patronat français

À la recherche de soutiens à gauche pour damer le pion à Macron en vue des élections européennes, Mélenchon, le dirigeant de la « France insoumise » a déclaré : « *La crise du leadership populaire est réglée. Me voici !* »... En toute modestie !

Il a aussi déclaré, pour bien montrer qu'il voulait lui aussi, comme Macron, mais dans le camp

de gauche, se placer au-dessus des partis, que « *la social-démocratie, comme le libéralisme, sont des programmes épuisés* » en regrettant que « *le compromis avec le capital soit devenu impossible parce qu'il s'est transnationalisé* ».

Cela veut donc dire que Mélenchon ne verrait aucun problème à passer des compromis avec les pires exploiters des travailleurs de France s'ils sont nationaux. Haro donc sur les

patrons chinois, allemands ou italiens, mais copinage avec les Dassault, Peugeot ou Bolloré ?

Les travailleurs de France et des DOM ont tout intérêt à se méfier de ce type de politicien, au verbe facile, mais prêts à les enrôler derrière le patronat « national ».

Les patrons quels que soient leur nationalité sont nos ennemis. Les travailleurs quels que soient leur nationalité sont nos frères et nos sœurs !

La « courageuse décision » de Daniel Gonthier

D'après le Journal de l'Île du 18 septembre, le maire de Bras Panon, Daniel Gonthier projette de déclasser 40 hectares de zones naturelles et espaces boisés classés en zone agricole ou touristique au profit de ...son beau-frère, le capitaliste Daniel Moreau, PDG de Royal Bourbon Indus-

tries.

Entre membres d'une même famille, il faut bien s'entraider !

Interrogé sur la démission de Nicolas Hulot du gouvernement, Gonthier avait salué sa « *décision courageuse* » face à l'action gouvernementale « *en faveur des lobbies*

privés ». Daniel Gonthier n'agit pas autrement en voulant faire ce petit cadeau à Moreau.

Bravo monsieur le président du Parc National de La Réunion ! En matière de protection de la biodiversité, on fait mieux !



Mairie de Bras-Panon

De Rugy : l'opportuniste couronné

François Goulet de Rugy est désormais ministre d'État, ministre de la Transition énergétique suite à la vacance de Monsieur Hulot. Bel exemple de carrière d'un politicien bourgeois opportuniste.

Auparavant, il lui a fallu endosser l'habit de député pendant dix ans pour Les Verts puis Europe Écologie Les Verts ; quitter le groupe écologiste en raison de sa « dérive gauchiste » et rejoindre le groupe socialiste ; se présenter à la primaire de 2017 organisée pour désigner le candidat PS à la présidentielle ; perdre mais promettre d'accorder son soutien au vainqueur ; oublier son engagement pour rejoindre Macron et être adoubé président de l'Assemblée. Et maintenant être couronné, mais pour faire quoi ?

De Rugy parle de la planète, fait des discours, explique qu'il comprend tout à fait ceux qui disent que le changement écologique est beau-

coup trop lent, mais pour mettre immédiatement en garde : « *Je ne suis pas partisan du "noir c'est noir"* » car, dit-il, « *Nous sommes confrontés à de nombreuses transformations difficiles à conduire, parce qu'il y a des résistances, des oppositions, des conservatismes, des lobbys.* »

Et voilà ressortis les lobbys, cet anglicisme bien commode pour ne pas dire clairement quels intérêts sont à la manœuvre. Dans cette société, les lobbys ne sont autres que les groupes capitalistes qui gouvernent les différents secteurs de la production sans autre boussole que leurs intérêts financiers, dans le mépris le plus total de la planète et de ses habitants. Sans leur retirer le pouvoir dont ils disposent dans l'économie et la politique, sans les exproprier, rien ne sera possible, à part demander à un Hulot puis à un de Rugy de venir faire de la figuration à la tête d'un ministère.

Fil Rouge

Des coups de pied au c... qui se perdent...

Interpellé par un jeune chômeur qui, spécialisé dans l'horticulture, cherchait désespérément du travail dans ce secteur, Macron, de sortie à l'occasion de la journée du Patrimoine, lui a répondu : « Si vous êtes prêt et motivé, dans l'hôtellerie, le café, la restauration... Ou dans le bâtiment! Il n'y a pas un endroit où je vais où ils ne me disent pas qu'ils cherchent des gens! Pas un! », ajoutant : « Il y a des tas de métiers... Il faut y aller ! Maintenant, hôtels, cafés, restaurants, je traverse la rue, je vous en trouve ! ».

On fait mieux comme conseiller d'orientation à Pôle Emploi, surtout quand on est payé à 20 000 euros par mois avec en sus loyer, déplacements, repas et vacances payés aux « frais de la princesse » !

... Mais pas avec des chaussures de luxe !

Quelques jours avant, Madame Macron s'occupait de ses bonnes œuvres. Elle était invitée à donner le coup d'envoi d'un match caritatif pour financer la recherche sur l'autisme infantile... chaussée de ses baskets Louis Vuitton à 1000 euros la paire !

C'est que ça a les pieds sensibles ces gens-là !

Caillé se tire d'affaire

À plus d'un mois de son retour devant le tribunal de commerce pour modifier une seconde fois le plan de sauvegarde de ses entreprises, messire François Caillé, PDG du groupe du même nom, espère voir sa dette se réduire de 50 % grâce à sa proposition de rembourser tout de suite à ses créanciers une bonne partie de ce qu'il leur doit.

En effet, Caillé pense avoir trouvé de l'argent frais auprès de certaines banques qui seraient prêtes à « se battre » pour le financer.

Caillé qui doit encore 130 millions d'euros, voudrait que l'État fasse également « un effort » au niveau de ses dettes sociales et fiscales. Les pouvoirs publics en ont pourtant déjà fait un en étalant celles-ci sur plusieurs années.

Caillé se vante aujourd'hui que son groupe ait retrouvé une santé financière et que les affaires marchent bien, surtout dans la grande distribution et l'automobile à tel point qu'il a



« bon espoir de faire perdurer la dynastie Caillé ». Il dit que son entreprise emploie à l'heure actuelle 1300 personnes. Mais c'est 300 de moins qu'en 2012 et 1000 de moins qu'avant qu'il liquide une quinzaine d'entreprises et qu'il licencie environ 700 salariés de son groupe entre 2010 et 2011 notamment.

Alors, si Caillé retrouve ses titres de noblesse demain, ce sera au prix de sacrifices et de décennies d'ex-

ploitation de travailleuses et de travailleurs, comme l'ont fait ses ancêtres avant lui et dont il a hérité la fortune.

Oui, dans cette famille on sait faire « perdurer » l'exploitation !

Il n'est pas impossible que Caillé obtienne une remise de dettes. Il n'y aura rien de surprenant à cela car la justice sait toujours être clémente envers les riches.

Port Réunion : élus et capitalistes satisfaits

Olivier Hoarau, le maire du Port vient d'être reconduit dans son poste de président du conseil de surveillance du Grand Port Maritime de La Réunion, qu'il occupe depuis 2015.

À cette occasion, Olivier Hoarau encarté au PLR d'Huguette Bello et ex du PCR, a déclaré que Port Réunion était « une nouvelle opportunité économique pour le terri-

toire », « un véritable moteur de croissance et de création d'emplois ».

Pour ce qui est de la croissance, les capitalistes de l'import-export peuvent se frotter les mains avec une progression du trafic maritime de 6 % en 2017 et un bon premier semestre en 2018.

En revanche, pour l'emploi, c'est un vœu pieux que formule Olivier Hoarau car depuis la création du

Grand Port en 2013, les travailleurs n'ont pas vu une once de retombées en leur faveur. Pire, les patrons continuent de licencier à tour de bras ou menacent de le faire comme par exemple à Profilage Réunion à SGM ou récemment à Bourbon Bois.

Alors le Grand Port est une bonne affaire pour les capitalistes en tout genre. Pas pour les travailleurs.

Quand l'État protège les patrons

En novembre 2017, un poids lourd fou percutait un premier camion dans la descente de la quatre voies vers Saint-Paul. Ce dernier propulsait à son tour une Twingo, avec deux passagères à son bord, contre un autre camion. L'écrasement de la voiture eut pour conséquences directes la mort d'une étudiante de 20 ans et de multiples traumatismes pour l'autre passagère.

Un an après, l'audit réalisé à la suite de cet accident fait ressortir que le camion, appartenant au patron de l'entreprise de transport Incana, avait en fait 1 million de kilomètres à son compteur, contre 46 000 affichés, qu'il disposait d'un contrôle technique de complaisance et que son frein de secours était débranché !

La mort de cette jeune femme a donc pour origine le mépris d'un pa-

tron du transport pour les règles élémentaires de sécurité et pour l'humanité en général. Le chauffeur a eu le droit à une mise en examen en règle et à une convocation à la gendarmerie pour s'expliquer. Le patron, lui, n'a toujours pas été entendu. L'État considérerait-il, a priori, que l'employeur n'est pour rien dans ce drame ?

Fonction publique : non à la casse !

Le secrétaire d'État à la Fonction publique, Olivier Dussopt, a réaffirmé que « l'objectif de 50 000 suppressions de postes au sein de l'État est très largement atteignable ».

Ce serait pour lui simplement appliquer les promesses de campagne de Macron, qui avait annoncé le chiffre de 120 000 suppressions de postes, dont 70 000 dans la fonction publique territoriale, d'ici 2022, fin du quinquennat. L'objectif était d'économiser 30 milliards d'euros.

Olivier Dussopt prétend qu'il n'y aura pas forcément de suppressions

de postes d'enseignants ou de fonctionnaires du Trésor par exemple. Il affirme, comme l'avait fait Macron avant lui, que tout est un problème d'organisation « en rendant le même service public autrement ». Ainsi dans les services des impôts la dématérialisation et le prélèvement à la source réduiraient les besoins en personnel. Dans les écoles et dans les hôpitaux, le mot clé est encore réorganisation. Enfin il y aura des départs en retraite non remplacés et un plan de départ volontaire.

Mais qui peut croire que 120 000

suppressions de postes se feraient sans casse ? Des effectifs en moins, cela ne pourra qu'augmenter la charge de travail et dégrader encore plus les conditions de travail !

Macron prétend moderniser la fonction publique. Mais, en fait de modernisation, il prépare une régression totale, avec moins de fonctionnaires et des contractuels en CDD encore plus nombreux. Et il recourt à la démagogie antifonctionnaire pour tenter d'opposer salariés du public et du privé.

Primaire : dédoublement des classes disait Macron...



Macron avait annoncé le dédoublement des classes du primaire dans les réseaux d'enseignement prioritaire renforcé (REPR).

Est-ce par esprit de contradiction

ou par manque de moyens que le recteur d'académie de La Réunion en a décidé autrement en supprimant 10 classes de primaire en REPR lors de la dernière rentrée ?

Cette annonce n'est pas passée sans réactions.

À l'école Émilie Moreau du quartier Rivière des Roches à Saint Benoît, les parents ont bloqué l'entrée de l'école exigeant que le rectorat renonce à supprimer la classe de CP visée par la fermeture. Le rectorat s'est retrouvé obligé de dépêcher une inspectrice pour trouver une solution. La classe de CP remaniée aura malgré tout 15 élèves contre 12 légalement et c'est la directrice qui viendra aider l'institutrice sur ses heures de décharge...

Voilà ce que donne la réforme Macron qui ne met pas les moyens humains nécessaires à la disposition du corps enseignant !

Arrêts de travail : attaques à l'horizon

Un groupe d'experts dirigé par le DRH du groupe Safran a été chargé par le gouvernement de réfléchir aux arrêts de travail et à leur financement. Sa mission est de faire des propositions pour diminuer le coût pour la Sécurité sociale des indemnités journalières, qui aurait augmenté de plus de 4 % par an depuis 2014.

Parmi les pistes évoquées, il serait question d'augmenter le nombre de jours de carence, qui pourraient passer de trois à quatre pour les salariés du privé et de un à trois pour les fonctionnaires. Des déclarations du

gouvernement suggèrent qu'il pourrait aussi augmenter la pression sur les médecins pour qu'ils restreignent les prescriptions d'arrêts de travail.

Le prétexte tout trouvé est qu'il faudrait lutter contre les « abus ». Pourtant, des médecins témoignent devoir se battre avec des patients pour qu'ils acceptent de s'arrêter. À tel point que 12 % des arrêts prescrits en 2016 n'auraient pas été suivis du tout, et 7 % seulement en partie. L'immense majorité des travailleurs s'arrêtent, non pas quand ça leur convient, mais quand leur santé ou

les conditions de travail ne leur permettent plus de continuer.

Le gouvernement avait envisagé en août de faire payer par les entreprises les indemnités pour les arrêts inférieurs à huit jours. Une telle mesure aurait été symbolique car ces arrêts ne représentent que 4 % du coût total. Mais même ce peu, les patrons n'en ont pas voulu et ils ont fait entendre leurs protestations. Le gouvernement avait immédiatement cédé et remballé son projet. En revanche, il est aujourd'hui déterminé à faire payer les travailleurs !

Les mensonges de la FRBTP

Le syndicat patronal du BTP, la FRBTP y est allé encore récemment de sa petite complainte sur ce secteur d'activité qui serait au bord du gouffre. Son président, Bernard Syriex, a mis en cause l'État et les communes qui, selon lui, ne débloquent pas les financements existants pour construire les logements sociaux et les travaux de réhabilitation attendus par la population.

Le travail ne manque pas, a-t-il conclu, mais les commandes publiques ne sont pas à la hauteur ... et les salaires sont trop élevés à La

Réunion, la main d'oeuvre insuffisamment formée !

Voilà bien des propos d'exploiteur et d'assisté. Assisté parce que les capitalistes du BTP font 80 % de leur chiffre d'affaire avec les commandes publiques et exploitent, car la plupart ne respectent pas les dispositions de la convention collective du BTP, certains n'hésitant pas à ne pas payer leurs travailleurs pendant plusieurs mois d'affilée, à ne pas payer les nombreuses heures supplémentaires effectuées en début et fin de journée, à s'exonérer de régler leur

dû à la caisse de congé du bâtiment, à faire des prélèvements sur salaires « pour absence » alors que leurs travailleurs sont sur les chantiers, à ne pas les payer par temps de pluie, etc.

Ce sont les patrons et les actionnaires du BTP qui se gavent et volent aux travailleurs et à la population des centaines de millions d'euros qui manquent sur les salaires et dans les mises de fonds pour la construction de logements. Ce sont eux qui coûtent cher à la collectivité, pas les travailleurs !

SPORT

L'ex-championne à la rame

Dans le cadre de l'objectif de suppression de 50 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022, le ministère des Sports devrait en assumer 1 600.

La lettre de cadrage du gouvernement précise qu'il y aura une « *transformation du mode de gestion des conseillers techniques sportifs (CTS)* », ce qui signifie en clair que les CTS ne devront plus être payés par l'État. Au nombre de 3 000-3 500, ces conseillers travaillent auprès des fédérations de sport comme chefs de projet, entraîneurs nationaux, aus-

si bien pour le développement du sport de haut niveau que pour celui de la pratique sportive pour tous.

Le Premier ministre Édouard Philippe a assuré auprès de la nouvelle ministre, Roxana Maracineanu, ex-championne de natation, qu'aucun de ces fonctionnaires ne perdra son emploi. Le gouvernement compte sur les fédérations de sport pour des tâches qui étaient assumées par l'État depuis 1960. Les plus petites fédérations auront probablement bien du mal à dégager des budgets pour payer ces

conseillers et, pour toutes, cela se fera au détriment d'autres actions. Le cap est ainsi donné.

Le ministère des Sports ne représentant que 0,13 % du budget, l'économie faite sera une goutte d'eau. Mais elle laisse présager des méthodes du gouvernement sur l'ensemble des autres ministères. Prétendre que le service public restera aussi efficace est une mauvaise plaisanterie.

CLIMAT

Les pyromanes ne seront pas les pompiers

Samedi 8 septembre, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à des marches pour le climat, organisées à l'appel de plusieurs ONG. Au même moment, une tribune signée par 700 scientifiques appelait les « décideurs politiques » à agir pour limiter le réchauffement climatique, quelques jours après la publication d'une tribune sur le même sujet de 200 artistes, elle aussi adressée aux politiques.

Ces différentes initiatives expriment une inquiétude légitime face au risque grave que représente pour l'humanité le réchauffement du cli-

mat. Elles ont en commun d'en appeler aux pouvoirs politiques pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent mais cette perspective est sans espoir.

Pour limiter les rejets de gaz à effet de serre responsables du réchauffement, il faudrait modifier toute l'organisation économique, il faudrait rompre avec la recherche du profit privé immédiat qui est la seule loi dans cette société et qui permet aux possesseurs de capitaux de faire ce qu'ils veulent du moment que cela leur rapporte et quelles qu'en soient les conséquences pour la planète. Ce

ne sont sûrement pas les « politiques », c'est-à-dire les États et organisations internationales, entièrement soumis aux décideurs des groupes capitalistes, qui imposeront cette rupture. Vingt-quatre conférences successives organisées par l'ONU le prouvent abondamment : les discours n'y ont rien fait, ni les congratulations ; malgré tous les avertissements, les émissions de gaz à effet de serre ont continué à augmenter, confirmant que ce système économique est un danger pour la planète, et pour toute l'humanité.

Aide au développement : au profit des capitalistes français

Début septembre, Macron, par la bouche du ministre des Affaires étrangères Le Drian, a annoncé une augmentation d'un milliard d'euros de l'aide publique au développement apportée par la France aux pays pauvres.

Cette annonce faite en grande pompe reprend une promesse du candidat Macron sans y correspondre car, même ainsi, elle n'arrive pas au 0,7 % du PIB promis. Ce qui est nouveau aussi, c'est la promesse de multiplier les dons plutôt que les prêts, en particulier aux pays dits du G5 Sahel, c'est-à-dire ceux dans lesquels l'armée française intervient depuis 2013.

Loin d'être une aubaine, ce

milliard pourrait s'avérer un cadeau empoisonné. En effet, l'aide publique au développement est en fait un des biais par lesquels le capitalisme français maintient sa domination, en particulier en Afrique.

Cette aide a toujours été utilisée pour favoriser des groupes capitalistes français en alimentant la corruption des régimes alliés de la France. Sous forme de prêts à l'investissement, toujours conditionnés, elle a servi de paravent à des projets inutiles pour les populations locales mais rentables pour des industriels d'ici. Elle a même été un des facteurs de l'endettement de bien des pays. Certains se sont ainsi vu non seulement pourvus de constructions ab-

surdes, nommées des "éléphants blancs" en Afrique, mais étranglés par le remboursement de ces prêts et des intérêts afférents.

Le gouvernement parle de dons et non de prêts, mais comme toujours il s'apprête à gérer les sommes de l'aide dans la plus grande opacité. Rien ne permet donc de croire que le fonctionnement de ce système bien huilé depuis des décennies va changer. D'autant plus que, si ces sommes sont ridicules au vu des besoins des populations, qui de toute façon n'en voient jamais la couleur (146 milliards pour 150 pays), elles le sont moins pour les Bouygues, Dassault et Bolloré qui les récupèrent en bout de course.

DANS LES ENTREPRISES

Grève des salariés de Bourbon Bois



Les salariés de Bourbon Bois, situé au Port, se sont mis en grève lundi 10 septembre pour protester contre un plan de suppressions de 44 emplois sur 62 que voulait mettre en place la direction de l'entreprise et pour dénoncer ce que les représentants syndicaux ont qualifié de « faillite organisée » par celle-ci.

En effet, un cabinet d'expertise mandaté par le Comité d'entreprise a révélé qu'une partie des profits sont transférés vers d'autres filiales du groupe GLV, l'actionnaire principal de Bourbon Bois, installé également aux Antilles.

Preuve en est que les travailleurs, quand ils peuvent mettre le nez dans

les comptes des patrons montrent au grand jour leurs pratiques et leurs magouilles. C'est la raison pour laquelle les travailleurs doivent exiger le contrôle des comptes des entreprises !

Au bout de trois jours de grève, les travailleurs ont obtenu que le mal nommé « plan de sauvegarde » voulu par la direction, soit rejeté par la DIECCTE qui estime que l'entreprise est viable, d'autant que la Région, se substituant à l'État, va injecter 15 millions d'euros pour le maintien de l'activité pour deux ou trois ans encore. Un administrateur judiciaire, réclamé par les salariés, sera également désigné.

Certes, les travailleurs, grâce à leur mobilisation, ont réussi à avoir un peu de répit. Mais c'est quand même la Région qui paye à la place des actionnaires de GLV qui s'en sont mis plein les poches sur le dos des travailleurs de Bourbon Bois et des clients.

MIGRANTS EN MÉDITERRANÉE

Noyés faute de secours



Médecins sans frontières a rapporté le 10 septembre la mort de plus de cent migrants, dont de nombreux enfants, dans le naufrage de leurs embarcations de fortune, au large des côtes libyennes. 260 autres, récupérés par les gardes-côtes libyens, ont été conduits dans les camps de ce pays.

Comme le rappelle MSF, les uns

et les autres auraient pu être sauvés si les moyens de secours étaient restés en place. Ces moyens, ceux de la marine italienne comme ceux des ONG, ont été retirés volontairement par les gouvernements européens, celui du ministre de l'Intérieur Salvini en Italie, comme celui de Macron qui se proclame chef de file du progres-

sisme européen. Ces mêmes gouvernements ont confié aux bandes armées libyennes le soin de stopper, de poursuivre et d'enfermer les candidats à la traversée. Les mêmes gouvernements, leurs prédécesseurs ou leurs semblables, portent la responsabilité des guerres, des famines, des catastrophes qui poussent des millions de personnes à quitter leur pays.

Le moindre hoquet bancaire mobiliserait toute leur attention et tous leurs moyens. La moindre menace sur leur précieux pétrole déclencherait le départ d'escadrilles entières, la mobilisation d'armées bien équipées, la construction de villes et de ports en quelques jours. Mais les damnés de la terre peuvent bien se noyer par milliers, ils sont tout juste bons à servir de prétexte à de lamentables chasses aux électeurs.

SUÈDE

L'extrême droite capitalise les mécontentements

Avec environ 85 % de participation, les électeurs ont voté le 9 septembre en Suède, à la fois pour le Parlement et les conseils régionaux et municipaux. Le parti d'extrême droite Démocrates de Suède, SD, progresse de près de 5 % par rapport à 2014, obtenant 17,6 % des suffrages et 62 députés sur 349.

Les deux grands partis qui assurent l'alternance au gouvernement depuis des décennies, les sociaux-démocrates et les conservateurs, perdent chacun entre 3 et 4 % des suffrages. S'ils restent en tête, la formation d'un nouveau gouvernement est problématique, le bloc de gauche totalisant 144 députés, et l'Alliance de droite 143. Les leaders des deux blocs déclarent exclure toute alliance avec l'extrême droite, mais celle-ci

multiplie les appels du pied à la droite, tout en appelant à la démission du Premier ministre.

Même si la progression de SD est moindre qu'annoncée dans les sondages, la formation d'extrême droite, aux origines néo-nazies, a réussi à infléchir la campagne électorale, en jouant sur le thème de la lutte contre l'immigration et les demandeurs d'asile et en dénonçant la baisse du pouvoir d'achat des retraités et celle des investissements publics dans la santé.

Sur ce plan, les travailleurs suédois ont bien des raisons de s'inquiéter. Les « réformes sociales » ressemblent à celle de France. Les riches le sont devenus de plus en plus, pendant que les services publics indispensables, comme l'accès à la

santé et à l'éducation, sont rognés. Dans le petit pays qui véhicula l'image de « l'État-providence », la pauvreté gagne du terrain, affichant un taux supérieur à la France et aux autres pays scandinaves.

Dans ce contexte, le gouvernement de gauche a cru bon de céder aux discours de l'extrême droite en restreignant, en novembre 2015, sa politique migratoire. L'accueil des migrants et des réfugiés est depuis lors bien limité, passé de 163 000 en 2015 à 25 000 en 2017. Preuve s'il en est que le fatras populiste qui tient lieu de programme à l'extrême droite fait toujours des adeptes, sur un terrain bien préparé par la politique des gouvernements.

Sept ans de guerre civile

Les forces du régime syrien et l'aviation russe ont bombardé dès le 8 septembre les secteurs d'Idlib et de Hama et se préparent à lancer une offensive terrestre d'ampleur contre cette région du nord-ouest de la Syrie, située près de la frontière turque.

C'est dans la province d'Idlib que, depuis 2015, se sont regroupés une grande partie des djihadistes opposés au régime. Beaucoup ont rallié le groupe État islamique, avant de chercher une autre étiquette, d'autres sont restés au sein d'al-Qaïda et du groupe Hayat Tahrir al-Cham, son ancienne filiale syrienne formée d'anciens membres du Front al-Nosra, qui contrôlerait 60 % d'Idlib.

Mais surtout, comme lors des précédents combats à Alep, Deraa ou dans la Ghouta orientale, des centaines de milliers de civils seront pris en étau entre les bombardements des

armées syrienne et russe, et les exactions des djihadistes prêts à en découdre jusqu'au bout.

Idlib n'est en fait que le dernier combat de sept années d'une guerre opposant le régime de Bachar al-Assad à une multitude de groupes djihadistes financés directement ou indirectement par les pays impérialistes ou les puissances régionales qui leur sont alliées, comme l'Arabie saoudite, le Qatar ou la Turquie. Au lendemain des manifestations contre le régime de mars 2011, l'impérialisme américain a sans doute vu une occasion de se débarrasser du régime d'Assad, par trop indépendant à ses yeux. Les États-Unis, mais aussi la France et la Grande-Bretagne, ont donc laissé les groupes djihadistes se renforcer, voire les ont armés, s'appuyant sur certains d'entre eux directement ou par puissance régionale

interposée.

La reconquête de la région d'Idlib par le régime est peut-être l'épilogue d'une terrible guerre civile qui laisse derrière elle un pays dévasté, déserté par des millions de femmes et d'hommes qui ont cherché refuge ailleurs. C'est le triste bilan de la répression du régime d'Assad. Mais il a été bien aidé par les calculs sordides des dirigeants des grandes puissances, à commencer par ceux des puissances occidentales qui ne vont pas manquer de protester au nom des souffrances d'un peuple qu'ils ont eux-mêmes enfoncé dans une situation sans issue.

IRAK

La révolte de la population de Bassora

Depuis le 8 juillet, des manifestations contre la pénurie d'eau et d'électricité et contre la corruption des responsables politiques se déroulent à Bassora, la grande ville du sud pétrolier de l'Irak. L'armée irakienne a répondu en tirant avec des balles de guerre, faisant déjà plus de vingt morts.

A Bassora, dévastée par les guerres et l'embargo américain, l'eau est devenue une denrée si rare et si polluée que plus de 20 000 personnes ont été hospitalisées cet été après un empoisonnement. Dans cette région aux réserves pétrolières immenses, le gouvernement doit importer de l'essence raffinée pour alimenter des centrales électriques à bout de souffle. Pour avoir du courant électrique, la population doit compter sur des générateurs privés. Le chômage dépasse les 30%.

L'addition de toutes ces infamies a déclenché une première vague de

manifestations le 8 juillet. Le Premier ministre, el-Abadi, a coupé l'accès aux réseaux sociaux, fait tirer sur les manifestants, tuant 14 d'entre eux et en blessant 250, avant de limoger le ministre de l'Électricité. Rien n'ayant changé, la contestation a redémarré le 5 septembre. Cette fois-ci les manifestants ont mis le feu aux sièges des partis représentés à Bassora ainsi qu'au palais du gouverneur.

Autant que l'on puisse en juger à travers les récits de la presse, les manifestants renvoient dos à dos les deux coalitions chiites qui se disputent le pouvoir à Bagdad depuis les élections législatives du 12 mai dernier. Mais, au-delà, les dirigeants américains et leurs alliés occidentaux portent une responsabilité directe dans la situation où se trouve aujourd'hui la population irakienne après leurs multiples interventions.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-

BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282